

# CONVERGENCES ET DIFFÉRENCES QUANT A LA THÉORIE ET A LA TECHNIQUE DE LA RÉVOLUTION

*Umanità nova* - 14 avril 1922

-----

*Le commentaire que fait Malatesta à propos de mon article sur le républicanisme social et l'anarchisme est bienveillant quant à la forme, et aussi quant au fond. Mais il est également précis, percutant, et il présente des questions incisives qui exigent une réponse contribuant à apporter certains éclaircissement sur le plan des idées et des sentiments.*

*Il est bien entendu que je ne parle pas au nom du parti - où je n'occupe aucune fonction bureaucratique et que je n'ai pas pouvoir de représenter. J'exprime la pensée et les tendances, sur le plan culturel et de l'action, qui sont les miennes et celles de quelques amis désirant préciser la portée révolutionnaire de cette formule «la République Sociale», et décidés à le faire. En se généralisant, cette formule a perdu - pour certains républicains vieux style - tout le sens qu'elle avait, pour n'être plus qu'une phrase qui fait de l'effet dans les rivalités avec les partis avancés, au lieu d'être la synthèse d'une théorie sociale précise et moderne.*

*En quelques traits vifs et essentiels, Malatesta décrit d'une façon imagée, esthétique et évocatrice, la manière dont il conçoit la révolution, par opposition avec cette façon de concevoir et de réaliser la révolution qui était jusqu'à présent dans la tradition et la doctrine du parti républicain.*

*A cet égard, je reconnais moi aussi qu'il nous faut nous affranchir d'une conception de la révolution pleine d'un constitutionnalisme singulier correspondant à des échafaudages idéologiques préétablis; étant donné leur caractère de prémisses et de schémas sacrés et immuables, ces échafaudages idéologiques peuvent immédiatement ou trop rapidement enfermer de nouveau une révolution dans le cadre et dans les voies étroites d'une violence juridique qui en inhiberait le développement naturel, lequel tend vers son point ultime: les buts que la révolution s'était fixés.*

*Ceci étant dit et admis, je me rapproche en partie de la pensée de Malatesta, et cette orientation me vient de certains grands Maîtres républicains qui se sont forgé une âme de révolutionnaire dans l'amitié, la fréquentation et la critique des théoriciens de la révolution d'écoles et de doctrines différentes.*

*Mais je suis aussi convaincu que la révolution est quelque chose de très complexe, bien plus qu'une seule tactique et une seule méthode ou que deux tactiques ou deux méthodes qui se disputent la suprématie. C'est un phénomène, un processus extrêmement compliqué qui doit aller de pair avec une technique perfectionnée visant deux buts: favoriser le développement de la révolution; la consolider le moment venu et empêcher qu'elle ne recule par la suite vers des positions trop en retrait ne correspondant pas à l'effort fourni, comme cela a été le cas en Russie.*

*L'occupation des usines et des maisons (thème encore d'actualité, en cette période d'exaspération due à la crise du logement), la production de biens de consommation (autre thème convaincant en période de vie chère), ce sont là des choses qui ne me prennent pas au dépourvu et que ma mentalité me permet d'aborder, bien que ma démarche logique soit différente de celle que fait Malatesta. Mais tout cela - et bien d'autres choses encore qui lui sont liées - ce n'est pas la révolution, ce n'est pas toute la révolution. Par révolution, on doit entendre le remplacement d'un système social par un autre qui soit parfait quant à son mécanisme, solide et durable quant à sa nature, complet sur le plan fonctionnel. Les républicains les plus décidés à agir partagent profondément et radicalement cette conviction selon laquelle la révolution n'est pas seulement un phénomène psycho-social et un épisode de l'Histoire mais encore un problème technique à affronter, autrement dit un problème qui exige des moyens permettant d'établir systématiquement de multiples rapports sociaux devant trouver leur définition et leur réalisation dans la révolution. Et ceci, parce que les républicains ne confèrent pas de vertus miraculeuses à l'acte de la révolution et qu'ils considèrent que ce n'est pas le*

point de vue pratique de quelques hommes qui permettra de vaincre les difficultés que rencontrera nécessairement la révolution, même si leurs idées directrices sont claires et grandes.

La révolution ne doit pas être écrasée par la chape de plomb d'une légalité révolutionnaire alors qu'elle en est encore à un stade de formation, comme nous le disions plus haut; elle doit encore tendre à son point ultime, de façon claire et décisive: un nouvel ordre qui remplace l'ordre qui a été combattu et renversé. Ce nouvel ordre, ce «but final» vers lequel la révolution doit tendre, c'est pour nous le système républicain; si ce système ne doit pas être «seulement» considéré comme une forme de gouvernement, il est cependant toujours «aussi» une forme de gouvernement. Et cela, même si au lieu d'employer le terme de «gouvernement», nous l'appelions «association» ou «communauté fédérale», par exemple.

Errico Malatesta se déclare adversaire de toute forme de gouvernement - sans doute pense-t-il aux comités, aux différentes façons de coordonner la vie de l'ensemble de la population, aux gardiens «volontaires» de l'ordre social, etc..., ce qui revient à parler d'une organisation sociale et d'une nouvelle «juridicité», même si elle est «a-coercitive». Et il nous demande si nous sommes d'accord avec lui pour envisager une révolution tendant vers ce but. En fait, il n'exige pas seulement de nous des éclaircissements sur ce qu'est la «République» puisque, comme nous le disions, la «république» est toujours une forme de gouvernement, même si elle tend à réaliser la liberté la plus grande et la plus vraie que l'Histoire ait jamais connue et même si elle ouvre la voie aux innovations sociales les plus profondes.

Dans son premier commentaire déjà, Malatesta faisait observer que si nous voulions renverser le gouvernement pour le remplacer par un autre, si nous voulions remplacer une violence juridique par une autre violence, nous ferions un effort révolutionnaire vain et sans aucun résultat bénéfique. Le philosophe de la révolution Giuseppe Ferrari avait prévu une objection de ce genre et y avait répondu, à l'époque du plein épanouissement de sa pensée révolutionnaire. En des termes presque identiques à ceux de Malatesta, il se demandait: «Vous voulez la paix et vous vous servez de la guerre? Vous voulez la liberté et vous tyrannisez? Vous voulez abattre le gouvernement des riches et vous imitez leur façon de gouverner? Vous voulez arriver au gouvernement des pauvres avec un gouvernement qui imite les riches?». A ces questions, le Maître répondait en des termes que je reprends à mon compte dans cette polémique amicale avec Malatesta: «Nous sommes là en présence d'un dilemme critique éternel. Malheur à qui veut le résoudre par la métaphysique. Non, on ne passe jamais logiquement du passé à l'avenir, du mal au bien: le progrès est mouvement; il est changement et il est, dans le même temps, être et non être. Le passage du gouvernement des riches au gouvernement de tous devra être contradictoire, comme l'est toute chose. Sinon, s'il ne devait pas être contradictoire, il ne devrait pas se faire et nous devrions désespérer de l'humanité. La contradiction sera vaincue et produite dans le même temps par les faits».

Ayant ainsi clarifié la pensée républicaine qui est la nôtre, dans la ligne de la doctrine de Giuseppe Ferrari, je dois souligner le fait que Malatesta, qui est un adversaire opiniâtre de toute dictature, arrive enfin à concevoir une révolution qui ne soit pas exclusivement conforme aux canons de la doctrine anarchiste, du fait que - comme il le dit lui-même - «les anarchistes ne sont pas toute la population et [que], même s'ils le voulaient, ils ne voudraient pas imposer leur conception par la force».

Cela nous paraît être le point pratique de convergence entre républicains et anarchistes, le point d'appui pour actionner le levier de la révolution sans qu'il faille pour cela nous étendre dès maintenant sur les voies lointaines et théoriques. Il est bon de rappeler ici l'avertissement de Ferrari: «Même les novateurs, les hommes de progrès ne peuvent pas deviner avec précision ce qui naîtra de l'impulsion qu'ils auront donnée. Ce n'est que si le progrès étaient entièrement mécanique qu'on pourrait tracer le visage de l'avenir».

La république fédérale-sociale que nous voulons rejette les artifices et les combines qui enchaînent le peuple au sort des riches; elle veut être le «gouvernement de nous-mêmes par nous-mêmes». (Ferrari).

Cette forme de gouvernement qui assurerait aux anarchistes aussi une vie de liberté véritable et de propagande aurait à s'imprégner de ce principe: limiter et réduire le rôle de l'État aux tâches les plus nécessaires et inévitables, dirons-nous, en ce moment historique de la vie des peuples et des rapports internationaux. Elle aurait à empêcher le retour de la réaction bourgeoise et l'instauration d'une dictature. Pour défendre sa propre existence, y compris dans le jeu des rapports internationaux, la république sociale ne pourrait certainement pas - et la Russie le montre - accomplir d'un seul coup toutes les innovations exposées par Malatesta, telles que l'abolition des banques, la disparition des changes, des assurances, etc... Si tout cela se produisait «aujourd'hui et d'un coup», il se passerait ce contre quoi Carlo Cattaneo mettait en garde: «Toute circulation s'arrêterait, la vie économique de la société s'éteindrait; une effroyable misère et le désespoir surgiraient et dévoreraient le peuple»; et la réaction dominerait à nouveau, et plus violente qu'auparavant, le prolétariat à bout de forces.

En d'autres termes, si la république sociale que nous voulons faire naître ne peut pas, dès son instauration, épuiser tout le vaste programme de rénovation sociale, elle se propose ces buts précis et essentiels: rendre impossibles le retour de la réaction et le rétablissement du règne de la bourgeoisie, comme classe ou comme caste; elle ne perd pas non plus de vue l'internationale des peuples qu'elle travaille à réaliser et elle s'attache à créer finalement les possibilités matérielles et les conditions qui permettent la réalisation des

*réformes sociales et humaines les plus grandes et les plus hardies.*

*Il faut donc travailler ensemble pour instaurer le plus rapidement possible la république fédérale sociale dont l'avènement, inévitable du reste, n'est pas pour nous un simple article de foi aveugle: ce qui nous autorise à y croire, c'est que, comme l'aurait dit Ferrari, la force de la vérité, aujourd'hui trahie, se vengera demain.*

**Carlo Francesco ANSALDI**

Voilà donc établi un premier point de convergence.

Ansaldi veut éviter que *«la révolution ne soit immédiatement ou trop rapidement enfermée de nouveau dans le cadre et dans les voies étroites d'une violence juridique qui en inhiberait le développement naturel, lequel tend vers son point ultime: les buts que la révolution s'était fixés»*. Ce qui veut dire qu'une fois la monarchie abattue, il ne faut pas instituer un nouveau gouvernement, une nouvelle *«violence juridique»*, de nouvelles lois qui arrêteraient la révolution et l'empêcheraient de se développer dans ses ultimes conséquences.

*«Immédiatement ou trop rapidement»*, dit Ansaldi. Quant à nous, nous chercherons à empêcher toute *«violence juridique»*, même si elle vient par la suite et avec une savante lenteur, parce que nous estimons qu'elle ne pourrait que faire reculer la révolution et raffermir de vieux privilèges non encore totalement détruits et de nouvelles injustices nées dans le tourbillon révolutionnaire.

Et d'ailleurs, à partir de quand pourrait-on dire que la révolution est finie et que la loi doit remplacer les libertés? Si la révolution peut vivre et se développer pendant un certain temps sans violence juridique, sur la base des idées qui l'inspirent et des besoins collectifs qui lui montrent la voie, pourquoi devrait-on dire à un moment donné: ça suffit, ce qui est fait est fait, maintenant on n'avance plus qu'en fonction de la volonté - et des intérêts - de ceux qui se trouvent être les plus forts à ce moment-là?

Ansaldi nous dit que *«la révolution doit tendre à son point ultime: un nouvel ordre qui remplace l'ordre qui a été combattu et renversé»*. Et pour lui, cet ordre nouveau devrait être le système républicain qui est *«toujours une forme de gouvernement, même si au lieu d'employer le terme de gouvernement, nous l'appelions association ou communauté fédérale, par exemple»*. Il y a peut-être ici une question de termes à éclaircir. D'accord en cela avec l'Histoire et avec l'usage généralement admis, nous appelons, nous, gouvernement tout homme ou groupe d'hommes investi du droit d'imposer sa propre volonté sanctionnée par la force matérielle; et donc nous appelons forme de gouvernement tout ordre social fixé par la loi et rendu obligatoire pour tous au moyen des gendarmes.

Est-ce ce que veulent les républicains? Mais à qui appartient-il alors de gouverner? Quel est le pouvoir constituant? Quelles sont les limites de ce pouvoir? C'est là qu'est le fond du problème, me semble-t-il. Répondre le peuple, c'est bien vague et cela ne veut rien dire en réalité parce que le peuple est fait de milliers de volontés opposées et que, même quand elle n'est pas violée et falsifiée de façon délibérée, la volonté populaire ne peut être qu'une résultante ou plutôt une moyenne qui ne répond en réalité à la volonté de personne. Donc: ou bien la dictature (qui donc sera le dictateur?) avec toutes ses violences et ses horreurs; ou bien les élections, avec tous leurs mensonges et leur corruption.

Mais je n'ai pas besoin d'en savoir autant: pour l'instant, et pour un bout de chemin encore, je peux parfaitement être d'accord avec des républicains comme Ansaldi, à partir du moment où ils ne veulent pas rétablir immédiatement après la chute de la monarchie un gouvernement, une *«violence juridique»* qui arrêterait la révolution et l'empêcherait de se développer.

Nous devrions par conséquent nous trouver d'accord tant pour abattre le régime actuel que pour nous opposer à la constitution immédiate d'un nouveau gouvernement.

La révolution aura ainsi le temps de s'affirmer dans les faits et de trouver de nouvelles formes de vie sociale.

Plus tard, s'ils ne sont pas convertis par les faits, les républicains voudront peut-être légaliser ces formes et les rendre coercitives; nous lutterons, nous, pour qu'elles restent libres et variables afin de pouvoir toujours s'adapter aux besoins et aux volontés qui sont variées. Mais nous lutterons pour cela le moment venu, s'il y a lieu; pas maintenant où nous avons l'ennemi commun à abattre et les premiers pas à faire ensemble pour empêcher que la révolution ne soit exploitée par de nouveaux patrons.

**Errico MALATESTA.**